

Compte-rendu

Petit-déjeuner des membres de l'Amicale Gaulliste du Sénat avec Christian Saint-Etienne

En présence du Président Gérard Larcher

23 mai 2018- Restaurant du Sénat. Salon Pourpre

Charles Guené, Président de l'Amicale Gaulliste accueille et présente **Christian Saint-Etienne** :

Vous nous faites l'amitié d'être avec nous pour ce petit-déjeuner, alors que chacun réfléchit à une autre Europe, un bon positionnement. Vous êtes économiste et spécialiste de cette question capitale. Vous êtes président de l'Institut France Stratégie, titulaire de la chaire d'économie industrielle au Conservatoire des Arts et Métiers depuis 2009 et vous avez occupé des fonctions au FMI et à l'OCDE. Vous avez publié de nombreux ouvrages politiques et économiques et vous êtes élu conseiller de Paris depuis 2008.

Gérard Larcher réfléchit aussi à l'Europe, Les Républicains et Forces Républicaines également.

L'Amicale gaulliste se penche sur les grandes problématiques actuelles, dans les pas du général de Gaulle. Elle s'intéresse naturellement à l'Europe et nous débattons, d'ailleurs, de ce sujet à Strasbourg, en septembre prochain.

Votre essai « Osons l'Europe des nations » revient sur Maastricht, nos erreurs et nos contradictions. Vous nous incitez à refonder une Europe- puissance grâce à la « FEE carolingienne », que je vous laisse dévoiler.

Christian Saint Etienne :

Je suis très heureux d'être invité par l'Amicale gaulliste.

L'Europe est dans une crise extrêmement grave que l'on ne perçoit pas forcément. Il faut oser l'Europe des nations pour une Europe forte.

Depuis le Traité de Rome, nous avons créé une Union européenne de 28 pays même si l'un d'entre eux est en train de nous quitter. A mon sens, le Brexit n'est pas certain. On l'a présenté aux anglais comme une libération et une source d'économie. Après un an de négociations, les anglais découvrent que cela va leur coûter 40 milliards d'euros et qu'ils vont, néanmoins, être tenus à obéir aux lois de l'Europe alors qu'ils ne seront plus autour de la table pour décider des orientations.

On peut imaginer que l'actuel premier ministre, ou un autre, puisse revenir sur le Brexit. N'oublions pas que l'Ecosse et l'Irlande ont voté contre et que cela reste une source de division.

Le général de Gaulle avait une pensée intéressante sur l'Europe qu'il faut rappeler.

Le problème de la droite depuis 40 ans et qu'elle pense dans le champ conceptuel de la gauche, même lorsqu'elle est au pouvoir. La droite n'a donc jamais été efficace. Le seul, depuis 100 ans, à droite, qui ait réussi à imposer ses idées, était le général de Gaulle. Lorsqu'il est revenu au pouvoir en 1958, le communisme était triomphant dans le monde.

De Gaulle a échappé au cadre conceptuel de la gauche car il s'est inscrit dans une pensée historique d'une puissance inouïe parce qu'il connaissait l'Histoire. Il savait que depuis 1066, l'Angleterre n'avait qu'un seul projet, résumé dans le discours mythique de Winston Churchill à Zurich : « nous ne permettrons jamais l'émergence des Etats unis d'Europe, sachant que nous ne voulons pas en faire partie ».

Cette phrase explique le Brexit et ses ambiguïtés ainsi que 900 ans d'histoire anglaise.

De ce point de vue, il y a une erreur que les français commettent toujours : chaque fois que les anglais sont gentils avec nous, nous pensons que c'est parce que nous sommes devenus admirables, alors que c'est parce que nous sommes faibles et qu'en réalité, ils craignent une autre puissance. Chaque fois que les anglais s'alignent avec nous c'est qu'il y a une autre puissance en Europe plus menaçante que nous.

Dans les moments de l'Histoire où nous sommes forts, ils sont toujours contre nous. Charles de Gaulle avait parfaitement compris que si les anglais rentraient dans ce qui, à l'époque, était le marché commun, c'était pour le détruire. Ils ne voulaient, en aucun cas, qu'il se transforme en des Etats unis d'Europe.

Depuis 1993, avec l'application du Traité de Maastricht, la communauté européenne s'est transformée en Union européenne et la vision anglaise s'est imposée à l'Europe en la rendant impuissante. Les Etats-Unis ont tout fait, également, pour qu'il n'y ait jamais d'Etats unis d'Europe car ils nous craignaient comme étant potentiellement une autre grande puissance.

Aujourd'hui, que se passe-t-il avec Trump ? La puissance de la Chine menace le leadership américain. La Chine veut devenir la première puissance économique du monde et elle est en train de rattraper les USA sur le plan scientifique. Cela était inimaginable il y a 10 ans.

Avec la 3^e révolution industrielle de ce que l'on appelle « l'industrie », cette révolution informatique, internet, intelligence artificielle, que la France est en train de louper, le président Macron fait l'erreur majeure de ne pas comprendre qu'il faut absolument réindustrialiser notre pays. La robotisation dans nos usines est, à ce jour, en dessous du niveau de l'Espagne et de l'Italie.

Nous avons 2 fois moins de robots que l'Allemagne et 3 fois moins que la Corée du Sud.

Les chinois ont en train d'investir massivement dans la robotisation de leurs usines alors qu'ils ont une main d'œuvre importante. Ils ont compris que la puissance passait par là.

De façon gaullienne, on mesure la pensée de quelqu'un à ses actes. Pour les 4 ans qui viennent, Macron va mettre 50 milliards d'euros sur la suppression de la taxe d'habitation qui est pourtant un des impôts les plus intelligents qui soit, car il est la contrepartie d'un service rendu. Or, il a annoncé- il y a 3 semaines- après la remise du rapport Villani, qu'il allait mettre 1,5 milliards d'euros sur l'intelligence artificielle. Pour ma part, j'aurais mis 50

milliards sur l'IA et 1,5 milliards sur la taxe d'habitation. Si vous comprenez les enjeux, vous avez une action qui est en cohérence.

De Gaulle, par son analyse historique, avait observé que la diplomatie anglaise ne permettrait pas une construction européenne. Il n'était pas contre l'Europe mais il voulait une Europe des nations.

Le drame de l'Europe est que l'on n'ait pas suivi le plan Fouchet, proposition d'une Europe des nations, qui était le seul moyen de créer une Europe- puissance. L'Europe, telle qu'elle s'est construite en 1956, a été fondée par des hommes presque tous nés au XIXe siècle et ayant connu deux guerres mondiales. Ils ont négocié le Traité de fondation avec l'objectif qu'il n'y ait plus de guerre entre la France et l'Allemagne. Cela a éradiqué le principe de puissance au profit de celui de concurrence.

En 1956, nous avons 15 démocraties autour des Etats-Unis, le reste du monde était communiste ou le Tiers-monde.

Le marché était en réalité ouvert à ces 15 démocraties en alliance avec les Etats-Unis.

De Gaulle, n'était pas favorable à ce Traité mais il a honoré la signature de la France.

Le problème actuel avec Trump, est qu'il n'honore pas les signatures et les engagements de son pays. Il fait des coups et joue avec la réglementation américaine. Cet aspect est très important pour nous durant les prochaines années car Trump est en train de déconstruire tout ce que les américains ont construit après la 2^e guerre mondiale : un ordre économique mondial ouvert, régulé et transparent qui honorait ses engagements. Il casse ce principe central et cela va avoir des conséquences infinies.

Les USA ont encore le quart du PIB mondial, ils sont la 1^{ere} puissance militaire, mais les russes et les chinois vont tout mettre en œuvre pour ne plus avoir affaire à Trump. Ils vont vouloir échapper à l'extra-territorialité des USA face à laquelle l'Europe est démunie parce qu'aujourd'hui divisée et impuissante.

Avec Trump, les conditions sont réunies pour que les chinois et les russes, avec l'appui de l'Iran et d'autres pays, construisent une monnaie alternative au dollar.

Nous aurions pu être une alternative au dollar avec l'euro mais pourquoi l'euro ne fonctionne-t-il pas ?

L'euro est un succès technique mais c'est un échec stratégique. De Gaulle l'aurait vu car une monnaie c'est un Etat et une armée puissante.

L'euro ne sera jamais une puissance alternative au dollar. Lorsque nous vendons des Airbus, nous les vendons en dollars. Nous n'avons pas réussi à imposer l'euro comme arme stratégique, alors que le PIB de l'Union européenne est équivalent à celui des Etats-Unis. La raison est qu'il n'y a pas de capacité politique unifiée derrière et pas de puissance économique.

Lorsque les anglais sont entrés dans la communauté européenne, se présentait le choix pour l'Europe, soit d'y aller progressivement en modifiant les Constitutions à chaque étape

de la construction européenne, soit constituer des Etats unis d'Europe qui pouvaient être intergouvernementaux, soit de faire un marché ouvert avec extension indéfinie (thèse anglaise).

Les anglais ont imposé l'élargissement sans approfondissement.

Dans les années 2000, Chirac n'a pas eu de vision claire sur l'Europe, Jospin n'était pas pro-européen et Schroeder pas du tout européen non plus.

Aujourd'hui, la France est très affaiblie sur le plan économique. Elle a perdu 40 % de parts de marché à l'export les 15 dernières années. Depuis 2000, la glissade est continue, légèrement ralentie sous Sarkozy avec une replongée sous Hollande. Tout cela est lié à l'effondrement de notre industrie : la France est le pays le plus désindustrialisé de tous les pays développés.

Si nous ne reconstruisons pas dans le cadre de la 3^e révolution industrielle, nous serons un pays sous-développé dans 15 ans.

Nous avons perdu le leadership politique de l'Europe à cause de l'affaiblissement de notre économie. Les allemands nous remplacent mais ne sont pas capables de faire des propositions stratégiques. L'Europe est donc à l'arrêt depuis 20 ans.

La vision anglo-américaine pense que l'Europe doit avoir un marché ouvert pouvant aller jusqu'à la Turquie et Israël. L'idée américaine sous-jacente est de penser qu'avec les bases qu'elle a dans tout le Moyen-Orient, il serait judicieux que ce soit l'Europe qui paie pour maintenir les Etats dans lesquels ils ont des bases militaires.

Comment s'en sortir ? Faut-il casser l'instrument Union européenne à 27?

Non, mais il faut re-spécialiser l'UE sur 3 fonctions clés :

- Il faut garder le marché unique, moyen de faire émerger des grandes entreprises européennes
- L'UE doit servir à favoriser les croissances durables et imposer des règles environnementales strictes en UE et pour les pays avec lesquels nous commerçons. Cela passe par une taxe carbone, façon de contrer l'Asie ou d'autres parties du monde
- Avoir seulement des pays respectant la démocratie libérale.

Il est nécessaire d'avoir un autre instrument d'action qui ne peut être qu'une Union d'un certain nombre de nations avec des objectifs stratégiques de puissance, prêtes à accompagner la 3^e révolution industrielle et constituer des technologies de défense.

Cela ne peut se créer que par un accord franco-allemand avec le Benelux, pour leurs ports. Il faut un noyau dur de 9 pays : France, Allemagne, Benelux, Italie, Espagne, Portugal et Autriche.

Cela correspond à l'Europe de Charlemagne.

Je propose une Fédération économique européenne (FEE) sur une base intergouvernementale comprenant une entité politique qui permette de voter les lois et 3 instruments de constitution de cette FEE :

- 1) un mini budget de 2 points de PIB pour les technologies de défense, les technologies du numérique et la création d'universités de haut rang
- 2) mise en place de minimas fiscaux et sociaux
- 3) une coordination économique et stratégique.

Les demandes d'adhésion d'un pays de la zone euro seraient possibles et toutes les décisions devraient être prises à la majorité qualifiée de 65% des Etats-membres.

Cet instrument de puissance doit être construit en urgence, sinon dans 10 ans, ce sera la fin de la construction européenne.

Ces enjeux vont être la clé des débats des prochaines élections européennes de 2019

Débat avec la salle :

Josselin de Rohan : votre proposition est cohérente et séduisante mais le problème, pour l'instant, est que l'Allemagne est divisée et impuissante, aux Pays-Bas, l'extrême droite est au gouvernement, la Belgique est très divisée, l'Italie connaît une situation ubuesque et l'Espagne doit gérer le problème catalan.

Comment conceptualiser ces idées ? Pour ce qui concerne le Brexit, je suis sceptique sur la renonciation des anglais au processus. Le divorce est très avancé.

Sébastien Meurant : Quel intérêt aurait l'Allemagne à rejoindre ce schéma ?

Christian Saint Etienne :

L'Europe est certes divisée mais il n'y a jamais eu de progrès en Europe sans les crises. Aujourd'hui, la France est en décrochage de 10% du niveau de vie, l'Italie a décroché de 20% et les grecs de 25%. La crise est économique et politique à l'exemple de l'Italie.

Mon projet repose sur l'Europe des Nations. L'idée de constituer un noyau dur peut plaire à certains pays en raison de sa capacité à limiter les dégâts de la désintégration de l'Europe. En Espagne, la Catalogne représente 20% du PIB du pays, elle en est le moteur industriel. S'il y a indépendance, l'Espagne décrochera en termes de puissance. La France doit être prête à agir sur ce sujet.

L'Allemagne est affaiblie sur le plan politique, mais ce sont les Länder qui font l'Allemagne.

De plus, il y a divorce entre le politique et l'économie. L'industrie allemande est puissante et exporte, elle soutiendrait donc ma proposition car cela servirait son développement international.

A 9 neuf pays, on deviendrait la 1ère puissance de la planète.

Nous ne sommes pas aidés par le cercle trop technocratique autour de Macron et Lemaire n'a pas conscience des enjeux.

Charles Guéné remercie Christian Saint Etienne pour la qualité de son intervention en regrettant le manque de temps pour d'autres questions.